

Transition démographique, transition démocratique : une équation périlleuse ?

S'il y a une similitude entre les pays arabes, c'est bien celle de l'engagement de sa jeunesse dans les changements qui traversent leurs sociétés depuis quelques années. Une telle convergence puise ses fondements tout d'abord dans une démographie caractérisée tout au long de ces trente dernières années par une croissance soutenue et porteuse de transformations profondes. La population arabe dépasse aujourd'hui 374 millions d'habitants, dont les deux tiers sont âgés de moins de 24, et près d'un sur cinq a entre 15 et 24 ans (ils étaient plus de 100 millions en 2009). De plus, la plupart des pays arabes ont atteint le pic de la « poussée de jeunesse », avec la plus grande cohorte de jeunes gens jamais enregistrée dans leur histoire. Par conséquent, les tendances démographiques dans la plupart des pays arabes arrivent à un sommet en termes de proportion de jeunes dans la population en âge de travailler.

Lorsque les révolutions arabes se produisent, cette transition démographique est avancée au Moyen-Orient, et elle est achevée au Maghreb. Faut-il rappeler également que cette présence notable de jeunes avait pour origine une période de forte fécondité antérieure aux années 80, conjuguée avec une forte baisse de la mortalité et consubstantielle à un comportement démographique commun à tous les peuples arabes, du Maroc à l'Iraq ?

Longtemps avant ce qu'on appelle le « printemps arabe », les démographes ont mis en évidence une telle transition ainsi que les défis de l'intégration sociale pour l'une des plus grandes cohortes de « jeunes » dans l'histoire de notre région. Cette présence de la jeunesse dans un contexte marqué par une urbanisation rapide et un accroissement du chômage et de la pauvreté, ajoutée à une marginalisation de couches sociales entières, a contribué à l'éclosion de l'opposition et de l'engagement politiques dans les villes arabes.

Mostafa Kharoufi

Conseiller aux programmes des Nations Unies pour la population pour la Région arabe de 2011 à 2013
(m.kharoufi@hotmail.fr)

Pourtant, le monde arabe n'est par la seule région au monde qui a connu de tels changements démographiques et sociaux. Plusieurs pays asiatiques, à l'exemple de la Corée du Sud et de la Malaisie, ont mis à profit une importante présence de la jeunesse pour le développement économique et social. Paradoxalement, dans notre région, alors que la démographie a évolué, la structure économique n'a pas répondu aux besoins d'une population jeune croissante mais vivant de plus en plus des situations précaires et des difficultés d'insertion. Les économies de la région avec des marchés du travail segmentés ne sont pas parvenus à suivre le rythme de la demande des jeunes, notamment en emplois décents, d'où l'immense ressentiment d'injustice chez la jeunesse qui perçoit peu d'espoir de mobilité sociale. Ces dysfonctionnements ne sont d'ailleurs pas limités aux seuls pays arabes avec peu de ressources...

C'est dans ce contexte qu'il apparaît nécessaire d'engager les travaux à caractère socio-économique sur la jeunesse et renouveler la réflexion sur les thématiques des jeunes sous différents aspects. Le but est double: d'abord, la mise en place d'une action ciblée envers cette frange de la population, ensuite, la formulation de propositions de politiques publiques visant une meilleure intégration socio-économique de la jeunesse. Mais la formulation de politiques dédiées à la jeunesse soulève de nombreuses questions de méthode, de délimitation du champ et de définition du sens que l'on voudrait donner à l'action des pouvoirs publics. Elle suppose probablement a priori une attitude positive à l'égard des jeunes et une connaissance précise de ce qu'ils sont, de ce qu'ils peuvent et souhaitent devenir.

Dans le monde arabe, où l'on compte tout au long des toute dernières périodes intercensitaires plus de 20 % de la population âgée entre 20 et 34 ans, on note une absence de politique publique spécifique à la jeunesse, entendue comme un ensemble d'actions coordonnées et mises en œuvre avec pour objectif d'obtenir une modification ou une évolution de la situation de cette catégorie sociale. Il existe incontestablement un choix d'initiatives en faveur de cette population-cible motivé par plusieurs raisons qui pourraient être résumées ainsi:

- les sociétés arabes en transition se transforment à une vitesse soutenue, et les valeurs, les modes de vie, les comportements des jeunes sont particulièrement utiles à observer pour comprendre le monde arabe de demain;
- la spécificité des jeunes, comme en témoignent aujourd'hui les nombreux indicateurs et le regard particulier que leur porte la société.

Pour la frange de la jeunesse la plus vulnérable, le cumul des problèmes et la difficulté à y faire face engendrent des situations parfois dramatiques à l'instar des tentatives des jeunes pour l'émigration clandestine connues dans le pourtour méditerranéen ou encore l'immolation par le feu du jeune Mohamed Bouazizi, à l'origine des révolutions dans plusieurs pays arabes. En effet, sur fond d'un chômage de masse, les jeunes générations sont confrontées à plusieurs fractures, notamment la remise en cause de

leur position économique relative et les déclassements sociaux dont ils sont victimes. Alors même que l'impact du « déclassement social » est de plus en plus perceptible (doutes sur l'utilité des études, effets sur les valeurs et les attitudes politiques, perte d'adhésion à l'État-providence), ceci doit inciter chaque acteur public à se pencher sur la question de la jeunesse et à imaginer des actions ou des projets à partir des leviers dont il dispose.

La région arabe va-t-elle vers une transition démocratique ?

Si les motifs de l'engagement des jeunes dans les révolutions sont souvent socio-économiques, visant à atteindre de meilleures conditions de vie, les acteurs agissants sont également préoccupés par la nécessité de réaliser un changement démocratique, à travers davantage de liberté d'expression et de participation. Les jeunes ont été les porte-voix dans le processus de transition vers un nouvel environnement qui prendrait en compte leur engagement civique fort, demandant plus de justice. Les liens entre de tels principes, avec l'appel à vivre dans la dignité, et le rejet de l'oppression ramènent à une demande cruciale – celle de la responsabilité sociale. Les objectifs réels des révolutions arabes, par conséquent, sont la mise en place de la démocratie et de l'équité.

La transition actuelle représente une réelle opportunité pour créer un véritable changement ; et il est fort probable que l'avenir politique de la région dépend de la façon dont ses élites répondront aux problèmes auxquels sont confrontés les jeunes. L'avenir de la région dépendra essentiellement de la reconversion de la transition jeune en une plus-value productive. Cependant, l'évolution récente du processus de transition postérieur au printemps arabe indique que la question de l'inclusion des jeunes a reçu une attention variable, parfois limitée.

La fin de la transition actuelle demeure incertaine, car elle nécessite de concéder non seulement plus d'espace politique, mais aussi un meilleur partage des fruits de la croissance économique pour assurer la dignité au plus grand nombre en créant des emplois décents, en favorisant l'auto-emploi et une plus large participation. Celle-ci, définie également comme une reddition des comptes de la part des pouvoirs publics, requiert plus d'efficacité de la part des politiques. Le monde arabe a besoin aujourd'hui d'un nouvel ordre social.

Pour une meilleure harmonisation des transitions démographique et démocratique

Bien que la présence des jeunes dans les manifestations de rue dans les pays arabes ait reçu beaucoup d'attention médiatique depuis 2011, la participation effective de ces derniers n'a pas été suffisamment discutée, alors

que cette fenêtre démographique, qui est un facteur agissant directement sur les chances de réussir la transition démocratique, devrait requérir plus d'attention. Car les enjeux de l'insertion sociale des jeunes sont multidimensionnels, dans la mesure où il s'agit d'une frange importante de la population en phase de construction identitaire. Cela exigerait des efforts aussi bien en termes d'éducation-formation qu'en termes d'encadrement, de sport, de loisir et d'emploi.

Pour les pays disposant d'une importante population jeune, les défis récurrents relèvent de politiques devant développer les compétences et les opportunités économiques génératrices d'emploi et d'amélioration du niveau de vie, promouvoir l'égalité des sexes et la participation. En somme, eu égard au poids démographique révélateur de la jeunesse, à l'importance de ses besoins en matière de formation, d'emploi et d'intégration dans le processus de développement, elle devrait constituer un enjeu essentiel pour l'action publique.

Quel avenir ?

Depuis janvier 2011, la région arabe traverse une période décisive, révélant un potentiel de changement. Elle vit au rythme de transformations sociales profondes liées à la démographie scolaire qui se traduit, d'un côté, par l'exode des cerveaux, de l'autre, par le chômage des diplômés. Ces transformations se déploient certes avec leurs spécificités sur la région arabe, montrant au moins dans les cas tunisien, égyptien, syrien et yéménite l'éclosion d'une alliance entre chômeurs diplômés et les enfants des couches populaires. Mais la page de la révolution n'est toujours pas tournée. A titre d'illustration, l'Égypte, pays le plus peuplé du monde arabe avec plus de 80 millions d'habitants, est toujours confronté à une instabilité persistante qui repose sur une économie handicapée, un chômage des jeunes en hausse et une chute de la monnaie nationale.

C'est dire à quel point la transition démographique continue de défier la plupart des pays arabes, qui restent confrontés à avec un risque accru de soubresauts politiques et sociaux. Pour l'avenir, sur la base des projections démographiques des Nations Unies fondées sur la structure par âge, le monde arabe est parmi les régions où ces risques demeurent les plus élevés avec l'Afrique sub-saharienne et l'Asie.

Pourtant, la région arabe consacre d'importants budgets à l'éducation – 5 % de sa richesse depuis trente ans – et a réussi à scolariser 75 % d'une classe d'âge dans le secondaire et 25,8 % dans le supérieur (et même 28,6 % en Tunisie et 32,6 % en Égypte) (1). La région est touchée par des taux de chômage élevés, et paradoxalement, ce sont les jeunes adultes qui sont les plus touchés : 90 % des chômeurs ont entre 15 et 29 ans, et le taux de chômage de cette classe d'âge, probablement sous-évalué, varie entre 20 et 25 % dans la région (40 % en Algérie).

(1) Daguzan Jean-François, « De la crise économique à la révolution politique ? », *Maghreb-Machrek*, Paris, Choiseul, n° 206, « Le Monde arabe dans la crise », hiver 2010-2011, p. 10.

Ce chômage, aggravé par la libéralisation des années 1990 et 2000 et la hausse des prix alimentaires, limite les revenus d'une part de plus en plus importante de la population. Il a aussi pour effet de rendre difficile l'accès à un logement et la constitution d'une dot : le taux des hommes mariés chez les hommes de 25 à 29 ans est de seulement 50 %, le plus faible au monde. Les frustrations accumulées par ce genre de situation sont considérables. Cet aspect est cependant moins important dans les pays pétroliers, où les produits alimentaires sont hautement subventionnés car les revenus du pétrole sont rapidement mobilisés pour faire baisser leurs prix (c'est le cas en Algérie), ou encore pour financer des mesures sociales.

Cependant, la fenêtre démographique actuelle offre aussi au monde arabe une grande opportunité pour les années à venir et pourrait contribuer à un changement positif irréversible grâce à l'élaboration de politiques publiques dédiées aux jeunes et partagées avec eux. Il est essentiel de dire que le rôle des jeunes est fondamental dans ce processus historique car la démocratie n'est pas seulement une simple expression des urnes, mais aussi un mode de vie. Certaines stratégies essentielles doivent être soigneusement préparées pour surmonter les défis de la transition démocratique dans la région arabe. Les changements dans la région ne se produiront pas bientôt, et, à chaque instant, ils peuvent se heurter à des défis et à des risques. Dans ce contexte, il y a un grand besoin de mieux comprendre la dynamique démographique pour mieux réussir la transition démocratique.

Articles parus

BOUDERBALA Negib (2011), « Tunisie : la révolution imprévue », *Critique économique*, n° 27, hiver-printemps.

CHEDDADI Abdesselam (2012), « Les approches de la civilisation dans le monde arabe : les avatars d'un concept », *Critique économique*, n° 28-29, printemps-été.

LAZAREV Grigori (2012), « Maghreb et Méditerranée : à l'épreuve du "Printemps arabe" », *Critique économique*, n° 28-29, printemps-été.